

longtemps que nous avons de l'argent, nous pouvons en acheter.» C'est ce que pensaient la grande majorité des Japonais. Le sentiment de vulnérabilité propre à un pays pauvre en ressources naturelles a donc presque disparu. Le professeur Tanaka a déjà souligné le deuxième processus de changement dans le système nippon, celui déclenché par la fin de la Guerre froide et la fin de la *Pax Americana*. La plupart des Japonais sont convaincus aujourd'hui que les règles du jeu international ont changé, que désormais il repose non plus sur la puissance militaire, mais sur la richesse fondée sur les capacités économiques, ce en quoi nous sommes bien mieux placés.

M. Hisanori Isomura : Tous les autres participants à cette table ronde étant des universitaires ou d'éminents diplomates, j'aimerais donner l'avis de l'homme du commun. Tout d'abord, les Japonais souffrent toujours d'un fort complexe de persécution face au monde. Encore que, comme vous le savez sans doute, le Japon ait souvent été le persécuteur par le passé, notamment de nos amis Asiatiques. Dans son histoire, le Japon a traversé trois époques de «bateaux noirs». La première, chacun le sait, à l'arrivée de la flottille du commodore Perry, en 1853, qui a contribué à mettre fin à l'isolement séculaire du Japon. La deuxième, à mon sens, a commencé avec l'arrivée de troupes d'occupation, pour la première fois de notre histoire, sous le commandement du général MacArthur, ce qui, naturellement, a changé le régime entier dans le Japon de l'après-guerre. La troisième, qui en train de s'éloigner, était menée par le président Bush, accompagné de dix-huit importants hommes d'affaires. L'arrivée de ce genre de bateau noir porte le nom aujourd'hui mondialement connu de *Gaiatsu*, la pression extérieure qui nous fait modifier notre cap.

Autre exemple, lorsque le président du Keidanren (Fédération des organisations économiques) a effectué une tournée en Europe l'an dernier, tous les membres de sa délégation ont été frappés de voir que les Européens se sentent effectivement menacés par la puissance économique nipponne, surtout dans des secteurs comme l'automobile, les semi-conducteurs et les ordinateurs. À écouter leurs dirigeants, même nos amis les plus proches sur ce continent, les Allemands, en viennent, à parler comme M^{me} Cresson [Premier ministre français], soit à dire : «Si nous laissons les Japonais poursuivre leur expansion, un jour, ils nous conquerront.» Nous nous sentons toujours vulnérables face à nombre de pressions extérieures, mais eux considèrent le Japon comme un géant.

M. Ryukichi Imai : Il est très malheureux que, face à une puissance nouvellement acquise, l'on se convainque qu'autrui n'est pas réellement aussi bon que soi, car c'est la mauvaise manière de considérer cette puissance si l'on veut l'utiliser.

M. Wood : Dans la notion d'interdépendance, on reconnaît la puissance d'autrui, mais aussi que

personne n'a de pouvoir illimité et que l'on dépend les uns des autres. A-t-on saisi cela ? Je ne crois que ce soit le cas dans nos sociétés, mais je me demandais si cela l'était au Japon, qui traverse cette période de transition depuis une vingtaine d'années.

M. Sato : Dire que le Japon dépend de pays étrangers n'a rien de neuf. Il y a longtemps, quelque 1 500 ans, soit depuis le tout début de son histoire, que le Japon dépend de la civilisation chinoise. Au cours des 450 dernières années, soit depuis que les puissances occidentales sont venues en Extrême-Orient, nous importons des techniques plus avancées de chez elles. Être dépendant est donc naturel; pour la plupart des Japonais, cela va de soi.

À présent que de plus en plus de Japonais se rendent compte que les autres pays dépendent également du Japon, il n'y a pas de problème pour eux à reconnaître l'interdépendance. La perception japonaise diffère cependant assez de celle des Américains. Ces derniers ont créé un pays totalement indépendant du Vieux Continent, l'Europe. Par conséquent, l'indépendance est un état d'esprit naturel pour eux. Ce doit être plus difficile pour les Américains que pour les Japonais d'accepter la réalité de l'interdépendance. En effet, pour ces derniers, l'interdépendance marque une amélioration par rapport à la vulnérabilité.

M. Tanaka : Nous sommes habitués depuis longtemps à la dépendance, c'est vrai. Pourtant, je ne suis pas certain que les Japonais puissent se conduire plus ou moins naturellement dans un état de dépendances mutuelles. Il est possible qu'ils soient habitués au fait que, lorsque l'on dépend d'autrui, on se soumet à lui. Cependant, quand l'inverse se produit, certains Japonais se conduisent en êtres supérieurs.

M. Sato : Pour comprendre pourquoi il est si difficile pour beaucoup de Japonais de se conduire naturellement dans un monde qui entre dans une ère d'interdépendance, il faut considérer deux éléments. Le Japon a vécu dans l'ombre de l'Empire chinois du commencement jusqu'au milieu du XIX^e siècle. Et, depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'à assez récemment, le Japon a été à la périphérie de la civilisation occidentale. D'une part, il y a donc le sentiment largement partagé d'être victime et plus petit. Les Japonais trouvent naturel qu'on ne leur demande pas de jouer dans le monde un rôle important de grande puissance. Nous n'avons pas l'habitude d'énoncer les règles pour la communauté internationale.

D'autre part, il y a le très fort sentiment d'être uniques. Le Japon est différent de la Corée, par exemple. Comme nous sommes séparés de la Chine continentale par une mer, nous nous sentons différents aussi. Ce sentiment d'être

uniques persiste face aux Occidentaux. Le Japon fait partie du Groupe des Sept (G-7), mais il en est le seul membre à ne pas être blanc. Les Japonais se sentent aussi très différents des autres Asiatiques.

M. Wood : Quelqu'un a dit un jour que le prix du pouvoir, c'est le prestige. Or, je me demande dans quelle mesure le prestige, ce sentiment de puissance et d'assurance et l'impression de ne plus se trouver à la périphérie sont importants maintenant aux yeux des Japonais ?

M. Isomura : Je dirais que c'est assez mitigé. Nous avons un énorme complexe de persécution doublé d'une sorte de fatalisme bouddhiste. Nous vivons dans un pays où il y a continuellement des catastrophes naturelles – séismes et raz de marée. Ezra Vogel a donc beau nous placer au premier rang, ce qui est évidemment très aimable, je ne pense pas que le Japonais moyen croie ce genre de compliment. Nous nous sentons toujours vulnérables.

M. Tanaka : Je suis d'accord, pour ce qui est de l'observation générale, mais ces cinq ou six dernières années, il m'est arrivé de sentir chez certains Japonais, notamment dans les milieux d'affaires et parmi les bureaucrates qui s'occupent de l'économie du pays, une certitude croissante que ce que le Japon a accompli au cours des quarante-cinq dernières années est correct pour l'essentiel. Ces réalisations devraient être reconnues et certains éléments de la réussite nipponne pourraient servir d'exemples ailleurs dans le monde. Les domaines dans lesquels les Japonais ont le plus confiance en eux sont, évidemment, la gestion commerciale et même la gestion des relations internationales. À propos de ces dernières, j'entends de plus en plus de Japonais qui travaillent dans l'aide économique dire que la façon dont nous menons nos programmes d'aide économique dans les pays en développement s'avère bonne pour l'essentiel.

M. Imai : Sans pouvoir définir ce qu'est exactement cette puissance, il y a un autre élément qui n'est pas vraiment reconnu ou intégré dans notre politique étrangère : le sentiment que «noblesse oblige». On continue de réfléchir aux pour et aux contre, à des contre-propositions, au degré de confort. Le problème, et je pense que c'est peut-être là un des points discutables, c'est la façon dont la politique nipponne est décidée au niveau interne. Pour parler franchement, les politiques sont formulées par les bureaucrates, qui les transmettent aux hommes politiques, qui s'expriment alors.

Si l'on regarde le mécanisme même, lorsque le premier ministre s'exprime sur un sujet, derrière, on peut s'imaginer deux personnes qui ont fait les cent pas en se demandant ce qu'il devrait dire, ce qui avait été négocié avec le ministre des Finances, ce qu'avait dit le ministre des Finances. Comme il n'y a pas d'argent, il

La maison
commune européenne
dans laquelle il y
aura deux chambres
d'amis ...

... l'une pour
les Canadiens, l'autre
pour les Américains,
mais aucune pour
les Asiatiques.